

LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL SOCIAL, MESURE (ABSOLUE ET/OU RELATIVE) DU PROGRES ?

Logique formelle ou dialectique matérialiste ?

La méthode d'analyse de la réalité sociale (en l'occurrence ici dans sa dimension économique) mise en œuvre par l'économie conventionnelle (« bourgeoise », « libérale ») d'une part et celle mise en œuvre par Marx (dans et à partir du *Capital*) d'autre part s'opposent d'une manière fondamentale.

1. La méthode bourgeoise est celle de la logique formelle, définie – en termes aristotéliens – par des oppositions duelles irréductibles. A est A et s'oppose à non A. Le capital (les équipements) est une chose, le travail une autre. Etc. La définition de chacune de ces choses, de ces êtres (A ou le capital, ou le travail, ou la nation etc.), doit tendre à être « absolue » - « indiscutable » - , au moins dans la réalité d'une conjoncture organisée particulière, de manière à éviter les confusions et les ambiguïtés éventuelles procédant du flou dans le choix des termes de la définition. L'affirmation du lien entre la rigueur de la logique de la pensée et la réalité sur laquelle cette pensée exerce son pouvoir d'analyse est rendue possible par une option empiriciste : les êtres considérés sont observables dans la réalité et la conceptualisation consiste à élever les caractères par lesquels ils manifestent leur existence au niveau d'abstraction qui permet leur définition. La méthode tend à faire éclater l'analyse d'une réalité dans celle de sous ensembles dont elle est constituée. Elle tend à dissocier les aires de déploiement d'une réalité donnée, à dissocier en parallèle leur analyse, pour dégager des « lois » particulières à chacune des aires considérées. Par exemple « lois qui commandent la production économique », « lois qui commandent l'évolution des interprétations religieuses » etc.

2. Marx n'abolit pas l'usage de la logique formelle. Mais il se propose d'aller au delà de celle-ci. Cette ambition le conduit à fonder sa réflexion sur la dialectique matérialiste. C'est ce choix qui, dans ma lecture de Marx, constitue la base solide de départ. A partir duquel je définis « être marxiste » comme « partir de Marx », c'est à dire s'investir dans des réflexions guidées par le choix de la dialectique matérialiste. Par opposition au concept vulgaire qui définit le marxiste comme le penseur qui accepte toutes les conclusions (et rien que les conclusions ?) auxquelles Marx était parvenu par l'emploi qu'il a fait de la dialectique matérialiste. Une définition qui transforme ces conclusions en vérités absolues et définitives, transforme les écrits de Marx en dogmes sacralisés, en une « théorie achevée et complète de la réalité ».

Qu'est-ce donc que la dialectique matérialiste en question ?

Premièrement :

C'est une dialectique au sens auquel la conceptualisation de Hegel était parvenue. Dialectique dit ici : A et B ne sont pas seulement deux être singuliers, irréductibles l'un à l'autre. Ils sont dans un rapport de contradiction active (si bien entendu A et B sont choisis convenablement dans une même aire de la réalité). Du mouvement de cette contradiction (B nie A et A nie B) naît un être tiers, qui est la négation de la négation (un concept ignoré par la logique

formelle), c'est à dire une « synthèse » qui constitue un être nouveau C, qui n'est ni A, ni B, ni un « mélange » des deux.

Deuxièmement :

Marx qualifie sa dialectique de matérialiste. On connaît bien sa phrase « remettre Hegel sur les pieds ». Car Hegel conçoit la dialectique comme la méthode qui commande la réflexion humaine rationnelle. Marx considère que la dialectique commande d'abord le mouvement de la réalité (« matérielle »). Marx s'intéresse donc d'abord à regarder comment fonctionne la réalité, puis ensuite s'attache à découvrir son reflet dans le fonctionnement de la pensée qui la regarde, Marx s'intéresse donc au mouvement réel de la réalité. Celui-ci, par la négation de la négation, est celui d'un « progrès » (sans identifier ce terme à sa définition vulgaire, allant du moins bien au meilleur, au sens moral du terme). Le mouvement produit du plus complexe à partir du moins complexe. Telle est la définition scientifique du concept de progrès. Par contre le mouvement concevable dans le cadre de la logique formelle ne l'est pas ; il est « répétition » perpétuelle.

Marx a mis en œuvre cette dialectique matérialiste dans le *Capital* pour dévoiler la réalité de ce qu'est le système capitaliste, la logique matérielle qui commande sa reproduction et son évolution. Il l'a fait, dans ma lecture, d'une manière remarquablement puissante.

Telle est la raison pour laquelle, dans la présentation de la « question de la productivité du travail social » qui suivra, je tenterai de m'inspirer des principes de la dialectique matérialiste pour mettre en relief le conflit fondamental qui oppose l'analyse marxiste de cette question de l'analyse de « la productivité des facteurs de la production » mise en œuvre par l'économie bourgeoise.

La productivité des facteurs de la production

1. On sait que l'économie « néo-libérale » propose une mesure du changement de la « productivité générale » d'un système productif (d'une entreprise par exemple) à partir de celle de ses composantes, c'est à dire des changements dans les productivités spécifiques des différents « facteurs de production ».

On connaît la méthode marginaliste mise en œuvre ici. Supposons deux facteurs (A et B, le travail et le capital par exemple). Augmentons dans une entreprise l'emploi de A d'une unité sans modifier la quantité de B mise en œuvre. Si la valeur ajoutée produite par l'entreprise (les prix des inputs, ceux des produits – les outputs – et ceux des facteurs considérés – le salaire et le taux de profit annuel du montant du capital mobilisé, demeurant inchangés – raisonnement dit « à prix constants ») augmente d'un montant supérieur au coût additionnel requis (le salaire de l'unité marginale de travail) le changement est déclaré productif. Si celle-ci est exactement égale au salaire en question, celui-ci est déclaré égal à la productivité marginale du travail, qui définit le salaire dit du « marché » (le salaire « juste »).

2. La méthode, d'apparence simple et de ce fait procédant d'un « bon sens » convaincant, ne résiste pas à un examen plus sérieux de ce qu'implique sa mise en œuvre.

Premièrement :

La méthode prétend déterminer des rémunérations des facteurs de la production égales à leur productivité marginale. Mais sa mise en œuvre implique qu'on dispose déjà d'estimations de ces rémunérations, condition d'un calcul en valeurs permettant la comparaison des résultats.

Elle est donc tautologique : la mesure des « productivités intrinsèques des facteurs », qui détermine leurs prix, dépend de ceux-ci.

L'enferment dans la tautologie pourrait-il être évité dans les raisonnements « à la marge » par leur conduite préalable en termes « physiques » ? On peut bien imaginer une dose additionnelle de travail défini en termes physiques (un travailleur – an supplémentaire embauché), sans référence au salaire. Mais comment mesurer le résultat de cette addition alors que le travailleur en question manipulera un ensemble disparate d'équipements et d'inputs qu'on ne pourra « additionner » qu'en leur donnant des prix. On substitue toujours, en fait, au raisonnement à la marge en termes physiques un raisonnement « à prix constants ».

Deuxièmement :

L'argumentation se présente comme conforme à la pratique. Que ce soit par « tâtonnements » pratiqués réellement ou par calcul « mental », les entrepreneurs se comporteraient de la manière décrite par la théorie proposée. On passe rapidement sur les conditions nécessaires pour que ce système de choix des combinaisons A et B donne le résultat attendu, notamment sur les rendements successivement croissants puis décroissants des additions marginales de A et B. Tout comme on fait l'impasse sur les résultats globaux (macro) de la généralisation des pratiques micro (de l'entreprise) invoquées. Car s'il paraît acceptable de considérer réaliste l'hypothèse « toutes choses égales par ailleurs » - les prix demeurant inchangés – pour autant que le changement ne concerne qu'une petite unité de production (une entreprise), dès lors que le changement concerne « beaucoup » de celles-ci, celui-ci modifie les équilibres offres – demandes et donc les prix à la fois des inputs (y compris des rémunérations des facteurs) et des outputs. Le raisonnement à la marge n'est pas généralisable.

Troisièmement :

Les facteurs considérés ne peuvent pas en réalité être réduits à « quelques uns ». L'économie marginaliste nous en propose trois au départ : le travail, le capital, la nature.

Or le travail mis en œuvre dans une unité de production n'est pas homogène, mais constitué de segments distincts par leur qualification et leur spécialisation. De quelle unité marginale de travail s'agira-t-il, dans le raisonnement théorique et dans la pratique ? On peut surmonter la difficulté en imaginant un « bloc de travaux » associés et complémentaires les uns des autres, c'est à dire soit une « usine » (ou un « bureau ») supplémentaire, soit un segment significatif du système productif considéré.

De même le « capital » n'existe que sous la forme d'équipements distincts les uns des autres. Peut-on les réduire à un « facteur » unique ? On connaît à ce sujet la controverse des « deux Cambridge » (Cambridge Grande Bretagne et Cambridge Etats Unis) concernant le « capital-confiture ». La réduction au facteur unique n'est possible qu'en passant par la valeur – la somme des valeurs des équipements concrets mis en œuvre. Le capital est financier ou n'est pas. C'est à cette condition que le calcul procédant de l'utilisation d'une quantité marginale de celui-ci (mille dollars de plus empruntés sur le marché financier à un taux donné et inchangé) peut prendre le sens que la théorie veut lui donner.

Le facteur « nature » n'est pas moins insaisissable. L'accès à certains des éléments « naturels » nécessaires pour la production est parfois gratuit (l'air ambiant, « bien commun » dit la théorie). Certains de ces éléments étant appropriés privativement, il faut payer un prix pour y avoir accès. Le sol en constitue l'exemple le plus commun. Qu'il s'agisse du sol agraire, « facteur » d'importance première dans la production agricole, du sol sur lequel

l'usine sera construite ou le bureau installé (commandant le choix des localisations). Une « dose marginale » de l'utilisation de celui-ci (pour une extension de l'usine ou du bureau) n'est certes pas unimaginable, mais sera en pratique rarement dissociable d'une extension de l'activité, impliquant davantage de capital ou de travail, ou des deux.

La théorie « pure » du calcul marginal peut bien, en principe, admettre autant de facteurs de la production qu'on voudra : trois ou cinquante. Et chercher à déterminer la productivité intrinsèque de chacun de ces facteurs. La mise en œuvre de la méthode à cette échelle n'abolit pas son défaut majeur, celui de la tautologie. Mais elle exige de surcroît qu'on ignore les solidarités qui caractérisent les structures de prix : les salaires peuvent être différents selon les qualifications et spécialisations, si leurs productivités marginales le sont, mais socialement ils ne peuvent pas l'être « trop ».

Quatrièmement :

La théorie propose un calcul du changement dans la productivité « générale » d'une entreprise, d'une branche de la production, ou même d'une nation. Elle le fait en combinant les productivités des facteurs recensés assortis de leur pondération, celle-ci étant définie par la proportion des rémunérations totales de chacun de ces facteurs dans la valeur ajoutée produite, par l'entreprise, la branche ou l'économie nationale (ou régionale).

Or chaque fois qu'on fait cet exercice en « pratique » (entre autre par des manipulations de comptes nationaux à prix constants) on constate que les changements dans les productivités intrinsèques n'expliquent pas à eux seuls le résultat global. Il reste toujours un « résidu ». Les économètres diront : entre l'année X et l'année Y la productivité dans l'industrie automobile du pays considéré, ou la productivité de son système économique national, a augmenté de 20 % dont 30 % explicable par l'amélioration de la productivité du travail, 20 % par celle du capital, 10 % par celle des usages de facteurs dits naturels, et qu'il reste 40 % « inexplicable » qu'on attribue alors à l'amélioration des connaissances et de leur mise en œuvre.

L'observation aurait dû conduire à la conclusion que la qualité scientifique de la méthode dans son ensemble était douteuse. Car l'introduction de la « connaissance » détruit l'hypothèse abstraite et mystérieuse sur laquelle repose la dissociation des facteurs. La connaissance imprègne le travail qui la met en œuvre, les équipements dans lesquels elle se traduit concrètement, l'organisation qui associe le travail et les équipements. Imaginer la « connaissance » et les autres facteurs séparément les uns des autres ne peut guère que rappeler la distinction théologique de l'âme et du corps (voir note deux).

3. Cette dernière allusion n'est pas tombée fortuitement. Toute la construction néo-libérale marginaliste de l'économie conventionnelle est le produit d'un exercice « pur » de logique formelle, analogue à ceux de la scolastique médiévale. Elle n'est pas une « approche » de la réalité, mais une construction a priori, élaborée hors de la réalité, celle d'un « capitalisme imaginaire » qui n'est pas le « capitalisme réellement existant » dans lequel nous vivons. En conformité avec l'idéalisme (au sens philosophique du terme) de la méthode on tente après coup de faire entrer la réalité dans le corset construit a priori. La méthode scientifique implique qu'on opère à l'inverse, en partant de la réalité.

Une première manière de « partir de la réalité » est proposée par Piero Sraffa (*La production de marchandises à partir de marchandise*).

Abandonnant la scolastique médiévale du raisonnement à la marge, le modèle est construit à partir de l'observation directe des combinaisons de travail, d'équipements et d'inputs divers (matières premières et semi-finis) mises en œuvre dans un système productif concret, localisé et daté (l'économie des Etats Unis en 1937 par exemple), éclaté en un nombre convenable de branches suffisamment homogènes pour faire sens, et dans lequel on substitue aux salaires des travailleurs leurs consommations de produits finaux. D'où la production de marchandises par le moyen (exclusif) de marchandises. Le système des équations garantissant l'égalité de l'offre et de la demande des quantités physiques d'inputs consommés et d'outputs produits affectés de leurs prix respectifs, permet de calculer le vecteur des prix en question, le montant du surplus (production nette totale moins consommations finales des travailleurs) et à partir de là son taux (surplus/production nette totale).

Il n'entre pas dans mon propos ici de discuter des conditions pour que le système en question ait une solution. Encore moins que, si elle en a, celle-ci serait analogue – même approximativement - à ce qu'elle est dans la réalité du système des prix et du taux moyen de profit (dans l'économie des Etats Unis en 1937 en l'occurrence). C'est peu probable. Je dirai simplement que la méthode relève d'une philosophie empiriste, dont elle souffre de toutes les insuffisances et limites. Il s'agit aussi de la construction d'un « capitalisme imaginaire », même si celui-ci peut paraître moins étranger à la réalité que ne l'est la construction marginaliste.

En contrepoint : la productivité du travail social

La méthode de la dialectique matérialiste – celle de Marx – appréhende la réalité d'une toute autre manière. Sa mise en œuvre est formulée dans toute sa puissance par le système des équations définissant la production des moyens de productions et celle des moyens de consommation (les fameux deux départements du Livre II du *Capital*), et la dynamique de leur reproduction simple puis élargie.

1. Cher Marx, il n'y a qu'une seule « productivité », celle du travail social, c'est à dire d'une combinaison donnée du travail présent (vivant, direct) et du travail passé (mort, indirect), incorporant des savoirs donnés et opérant dans des conditions naturelles données. Ce que le marginalisme dissocie, Marx l'associe, comme il l'est dans la réalité.

Cette productivité du travail social est alors le produit combiné :

(i) Du niveau général des connaissances scientifiques et de leurs applications définies en termes de technologies de production, qu'on doit appréhender à une échelle suffisamment grande pour faire sens, c'est à dire à celle d'un système productif (une « branche » de l'économie) ou mieux d'une « économie nationale » (quand elle existe comme telle) ou du système du capitalisme mondialisé.

(ii) De la division du travail entre secteurs complémentaires (à la Young) : départements I et II, agriculture et industrie, productions de biens et services etc. Cette division du travail se retrouve aux échelles nationales dans les économies centrales autocentrées et au niveau mondial dans le contraste centres/périphéries propre au système du capitalisme réellement existant.

(iii) De la division du travail interne à l'unité de production (à la Smith, avec l'exemple fameux de l'usine de fabrication d'épingles).

(iv) Des institutions de la gestion socio-économique, nécessaires pour la mise en œuvre de politiques adéquates de régulation des marchés, des salaires, du crédit, de la taxation, comme pour la production de travailleurs (éducation, formation), l'organisation de

leur mobilité, y compris de la mobilité sociale (ascension encouragée ou réduite), autrement dit de tout ce que le point de vue dit « institutionnaliste » met à juste titre en exergue.

On comprend alors que la productivité sociale du travail (il n'y a pas d'autre « facteur de la production » en dernière analyse) est d'abord celle de systèmes productifs considérés dans une amplitude suffisante pour faire sens, c'est à dire qu'elle est d'abord la productivité dans une branche, une région, un pays, le monde, avant d'être particulière à une unité de production (une usine, un bureau).

J'ai proposé, dans un papier intitulé « la révolution technologique au cœur des contradictions du capitalisme vieillissant » (in, *L'économie autrement*, ouvrage collectif, Université libre de Bruxelles, 2006, voir note 1), une « mesure » globale de l'évolution de cette productivité, à l'échelle de l'ensemble du système capitaliste, et sur la longue durée de 200 ans, qui correspond aux données fournies par les comptabilités nationales (multiplication de la quantité de valeurs d'usage produites par un coefficient de 15 à 20).

La mesure des changements (progrès) de la productivité sociale du travail à l'échelle micro ou méso est possible. Elle implique qu'on segmente le système de production en unités (entreprises) ou en sous segments intégrés produisant une valeur d'usage désignée (mètres de cotonnades, tonnes d'engrais, mètres carrés de logement, kilomètres tonnes de transports etc.). Il y a progrès, mesurable, lorsque la quantité totale de travail social (vivant et mort) nécessaire pour la production d'une unité de cette valeur d'usage en un temps défini (un an par exemple) diminue.

2. La méthode marxiste pose néanmoins problèmes.

Une première série de questions concerne le traitement de la diversité des travaux concrets et de leur réduction au concept de travail abstrait.

Peut-on « décréter » que l'heure de travail de l'ingénieur et celle du manœuvre contribuent « à égalité » à la production de la valeur ? L'économie bourgeoisie – qui ignore la valeur en la confondant avec le prix (dit du marché) – élude la question : les salaires (différents) de l'ingénieur et du manœuvre traduisent l'utilité sociale inégale de leur contribution. Pétition de principe et tautologie pure et simple qui substitue la constatation à l'explication.

J'avais, de mon côté, proposé une « méthode » de calcul des proportions qui commandent la différence de ces contributions à la formation de la valeur, fondée sur la prise en compte du temps de formation nécessaire à la production de l'ingénieur (15 ans par exemple) et du manœuvre (5 ans), rapportée au temps de travail de l'un et de l'autre (30 ans par exemple). La méthode justifierait un rapport des salaires allant au maximum de un à deux, guère plus. Cette méthode me paraît en consonance avec celle de Marx et permettrait de réduire le travail complexe (qualifié) en travail simple.

Mais elle n'explique certainement pas les hiérarchies salariales constatées qui trouvent leur origine dans notre monde tel qu'il est fait par la longue histoire de l'inégalité et de la valorisation des statuts sociaux, par la pauvreté relative (même encore aujourd'hui dans les pays « riches ») de la « richesse » à partager. L'idéologie du capitalisme valorise toujours les inégalités, salariales ou exprimées par la fortune en capital, par des considérations faisant de celle-ci la source du progrès. La réalité illustre le rôle plus important de la solidarité, non

seulement pour assurer le progrès social (les syndicats), mais encore également le progrès des sciences et des technologies à tous les âges de l'histoire.

Mais qu'en sera-t-il de la hiérarchie des rémunérations dans un avenir lointain ? Mais dans celui-là devra-t-il y avoir encore des ingénieurs et des manœuvres ? La dialectique matérialiste de l'évolution à venir donnera sa réponse au problème et seul l'imaginaire peut permettre d'en entrevoir aujourd'hui les possibilités diverses.

La réflexion sur cette question éclaire le caractère fallacieux de la qualité « d'absolue » donnée à la rationalité du système – le capitalisme. La rationalité absolue de l'économiste bourgeois devient relative dans l'espace temporel qui transcende l'historicité du capitalisme. Elle peut même devenir, à cette échelle, irrationalité comme on le verra au sujet du traitement des « ressources naturelles ».

Une seconde série de questions concerne le traitement du rapport entre le travail vivant et le travail mort.

L'observation empirique dans ce domaine ne pose pas de questions : le travail « mort » se présente dans la forme concrète d'équipements eux mêmes produits.

L'économie bourgeoise traite la question en introduisant le temps dans son raisonnement : les équipements sont produits d'abord, utilisés ensuite. Apparence de bon sens évident. Mais derrière ce traitement se profile un a priori de statut éthique : il faut épargner d'abord pour investir ensuite. Et dès lors qu'il en est ainsi la rémunération du capital (assimilé aux équipements) trouve sa justification dans le sacrifice que l'épargne représente. Lequel sacrifice est défini par le prix du temps, la dévalorisation du futur (un tiens vaut mieux que deux tu auras). La banalité du raisonnement procède d'une identification entre le comportement de l'individu et la réalité du fonctionnement social. L'individu prévoyant épargne d'abord, investit ensuite. La morale puritaine transparait dans l'éloge de ce comportement. On le transpose ensuite à la collectivité : la nation doit épargner pour investir. Politiciens de droite et sociaux démocrates s'accordent pour le répéter.

Or à l'échelle de la réalité du mode de production capitaliste les choses ne se passent pas de cette manière. La production de biens de production et celle de biens de consommation est concomitante, commande une division sociale du travail entre les départements I et II. La reproduction élargie implique que le département I produise un surplus qui dépasse le seul remplacement des équipements amortis. Le temps est bien pris en compte, puisque ce surplus sera utilisé dans la phase suivante de la production, mais il ne l'est pas de la manière par laquelle il l'est dans le raisonnement du puritain évoqué plus haut. Car c'est la décision d'investir (de faire produire au département I plus qu'il n'en faut pour amortir les équipements) qui crée l'épargne, laquelle ne précède pas l'investissement mais en découle. Non seulement Marx, mais Keynes également, avait compris cela, compris la caractère fallacieux de la transposition des comportements du micro au macro.

Là encore le rapport entre le caractère absolu de la rationalité du système, proclamé, et sa relativisation nécessaire apparaît en plein jour. La décision d'investir n'est pas prise collectivement, elle résulte de la concurrence qui oblige les entreprises à prévoir leur modernisation et leur expansion, créant ainsi une demande potentielle d'équipements qui dépasse les exigences de l'amortissement. La reproduction élargie est le produit de la rationalité du système, qui paraît absolue. En s'élevant au niveau supérieur, représenté par la

société (sans accepter de la réduire à la classe des entrepreneurs) la rationalité de la décision d'investir est commandée par d'autres critères, relativisant ceux qui commandent la reproduction capitaliste. Là encore la dialectique matérialiste donnera sa réponse à la question, « au delà du capitalisme ». Les considérations concernant l'usage des ressources naturelles, sur lesquelles on viendra plus loin, devront trouver leur place dans l'identification de ces critères, ignorés par la rationalité fallacieusement absolue de l'économisme bourgeois.

Une troisième série de questions concerne l'identification des valeurs d'usage.

Le progrès de la productivité du travail social s'exprime par la réduction de la quantité de ce travail nécessaire pour produire une unité de même valeur d'usage. Il faut donc pouvoir identifier celle-ci. C'est sans doute empiriquement pas trop difficile : mètres de drap, ou tonnes de ciment, une automobile de telle puissance, tant d'heures de baby siter, une consultation médicale de tel type etc.

Saisir le progrès de la productivité pour leur production est généralement aisé dans le temps court ou moyen (de quelques années). Une automobile de cette année a une valeur d'usage analogue à celle de l'an dernier. On pourra donc mesurer le gain de productivité obtenu d'une année sur l'autre et, en remontant le temps par étapes courtes (dites en calcul économique de mise en œuvre de mesures « à prix constants »), conclure qu'en l'espace de trente ans le gain de productivité est de 100 %.

Mais en remontant le temps de cette sorte on ignore les transformations de nature qui définissent les valeurs d'usage en question. Prenons l'exemple des transports. Un être humain peut être transporté par avion sur 15.000 kilomètres en vingt quatre heures. Il y a 150 ans pour parcourir la même distance en diligence et en bateau à voile il lui aurait fallu un an, soit 365 fois plus de temps. Doit-on dire que l'avion est 365 fois plus « efficace » (et assimiler cette efficacité à la productivité) que le complexe diligence-navire ancien? Ou doit-on comparer le temps de travail social nécessaire aujourd'hui pour produire un avion (et diviser ce temps par le nombre d'individus-kilomètres transportés en un an) et celui qui était nécessaire en son temps pour produire la diligence et le navire (divisé de la même manière)? Exercice certainement presque impossible à reconstituer et de surcroît inutile. Car les valeurs d'usage en question ne sont plus les mêmes, ni les besoins qui les sous tendent.

Marx fait observer, à juste titre, que les modes de consommation ne sont pas des données antérieures aux décisions de production, mais qu'au contraire c'est la production qui commande la consommation.

Dans certains domaines la mesure des « gains de productivité » est encore plus aléatoire, conventionnelle, voire illusoire et trompeuse, parce que les valeurs d'usage comparées ne sont pas comparables. Peut-on dire que la médecine d'aujourd'hui est « deux » fois plus efficace ou « productive » que celle d'il y a un siècle si, entre temps, la longévité a doublé? D'une année sur l'autre on mesurera l'augmentation du coût de la santé, en pourcentage des dépenses dans le PIB par exemple. Mais on sait que les mêmes proportions de celles-ci (comparables entre les Etats Unis et l'Europe occidentale) donnent des résultats différents. Il y a donc d'autres critères des choix sociaux irréductibles aux choix de la prétendue rationalité de l'économie (capitaliste en l'occurrence).

Une quatrième série de questions concerne le traitement des ressources dites naturelles.

L'économie bourgeoise ne prend ici en considération que les ressources naturelles appropriées privativement et qui de ce fait ont un prix. Elle les traite comme des éléments constitutifs du coût, comme des facteurs de production propres. Soit. Mais elle ignore alors deux séries de problèmes sérieux : l'épuisement possible de certaines ressources, les effets globaux de leur utilisation. Deux séries de problèmes redécouverts par l'écologie contemporaine.

Le « prix social » payé par l'épuisement est-il « juste » parce que défini par l'offre des propriétaires des ressources épuisables ? Certainement pas, surtout quand on réintroduit dans la réalité du capitalisme mondialisé réellement existant les considérations nationales : l'inégalité qui se cristallise dans l'échange de ressources non renouvelables contre des marchandises renouvelables.

L'économie bourgeoise propose, pour le traitement des ressources non appropriées, « libres », la considération des « économies externes » que l'accès à leur usage implique. Outre les difficultés de mesure de celles-ci – toujours largement artificielles – on voit mal comment le capitalisme réellement existant pourrait soumettre son fonctionnement à leurs exigences.

Marx n'ignore pas le problème. Il s'exprime sur ce sujet en distinguant « richesse » et « valeur ». La valeur est le produit exclusif du travail social, socialement organisé sur la base des rapports capitalistes en l'occurrence. Je reviendrai sur les questions que pose cette définition. Mais Marx ne dit pas que la richesse est le produit exclusif du travail social. Il dit que celle-là est le résultat combiné de celui-ci et de « la nature ». L'appropriation privée de certains moyens d'accéder à ce qu'elle offre, comme en particulier celle du sol, donne « droit » dans le capitalisme, à une part de la valeur produite. Marx traite de cette manière la question de la rente foncière.

Je suis donc toujours surpris par les confusions entretenus sur la question par certains marxistes contemporains qui utilisent indistinctement « richesse » et « valeur ».

Une cinquième série de questions concerne la prise en compte du temps dans le calcul économique.

L'économie bourgeoise a donné, comme on le sait, une « valeur » (chez elle un prix, qui est synonyme de valeur) au temps (« time is money ») exprimé par le taux de dépréciation du futur, lui-même une composante du taux de l'intérêt qui est aussi et en même temps le prix payé pour bénéficier de l'avantage de la liquidité. Le taux de profit – lui-même somme du taux de l'intérêt et de la prétendue « prime de risque » - est de ce fait défini en termes temporels : le profit annuel rapporté par le capital.

Marx ignore – avec une conscience lucide – le concept de dévalorisation du futur. Il propose aussi un traitement de l'intérêt qui lui est propre dans le cadre de la redistribution de la plus value, une théorie dont la théorie keynésienne se rapproche par certains aspects. Mais notre propos ici n'est pas de rendre compte de ces développements.

Marx intègre le temps dans son analyse du calcul économique du capitalisme dont il restitue soigneusement la logique, celle d'un système guidé par la maximisation du taux annuel de profit du capital. Le temps de production, celui de la circulation du capital et de la réalisation du produit, sont soumis à une pression constante visant à leur réduction. Les procédés mis en œuvre dans cet esprit produisent des effets de distribution de la plus value dans sa transformation en profit.

Mais quid du temps plus long ? On retrouve ici les défis de rationalités sociales qui transcendent celles de la gestion capitaliste. Entre autre précisément du traitement des effets « à long ou très long terme » des options de logique sociale.

J'ai sur cette question, développé la thèse que le capitalisme est par nature incapable de prendre en considération cette exigence qui le transcende (*Can environmental problems be subject to economic calculations ?*, World Development, N° XX N° 4, 1992, Washington) et de ce fait incapable de répondre aux défis écologiques, voire climatiques, d'ampleur planétaire, dont la conscience contemporaine commence à mesurer l'ampleur. Mais alors par quoi substituer les critères étroits de la rationalité capitaliste ? Sachant que la mise en œuvre de ces critères renforce le côté destructif grandissant de l'accumulation capitaliste et que de ce fait, la rationalité économique capitaliste est irrationalité sociale à l'échelle de l'humanité. Marx le sait, le dit, mais ne propose pas d'alternative positive. On connaît sa critique des « socialismes utopiques » et son refus de « faire bouillir les marmites de l'avenir ». Il laisse à la dialectique matérialiste le soin de régler ce problème d'avenir, à travers la conscience et la lutte sociale de classes. Je partage ce point de vue qui n'exclut pas mais inclut le besoin de donner à l'imaginaire de l'utopie critique le rôle qui lui revient dans la construction de l'alternative – le socialisme du XXI^e siècle.

Une sixième série de questions concerne l'option prioritaire et essentielle faite par Marx, dans son analyse critique du *Capital*, de dégager la loi de la valeur masquée par l'apparence du fonctionnement des marchés.

Cette option est évidemment incompréhensible pour l'économie bourgeoise laquelle, dans l'esprit de la logique formelle et du positivisme empiriciste qui la caractérisent, croit pouvoir appréhender directement « la réalité », sans détour.

Le projet de Marx est d'une autre nature, qu'on ne peut saisir que si l'on comprend le sens du sous titre du *Capital*, qui est *Critique de l'économie politique*. Une critique qui ne consiste pas à substituer une « bonne théorie économique » à une autre, jugée mauvaise ou insuffisante, mais se propose de faire la lumière sur le statut de cette science nouvelle. Marx a découvert la spécificité du capitalisme, par opposition aux modes d'organisation antérieurs des sociétés. Celle-ci réside dans le fait que l'instance économique n'est pas seulement « déterminante en dernière instance » mais encore qu'elle est devenue instance directement dominante. De ce fait l'économie prend son indépendance, se libère de sa soumission antérieure à l'instance politico-idéologique, laquelle caractérisait les régimes antérieurs. L'aliénation economiciste et marchande, propre au capitalisme, donne alors aux pratiques qui régissent la reproduction du système économique un statut nouveau, celui d'une réalité objective régie par des « lois » qui opèrent dans la société comme des forces externes à celle-ci. La place est créée pour que se constitue une science nouvelle, dont l'objectif est de découvrir ces « lois ».

Au delà de la découverte de ces « lois » l'ambition de Marx est plus grande. Elle vise à situer ces lois apparentes qui régissent le capitalisme dans un panorama plus ample de l'histoire, qui le transcende. Et pour cela il faut faire le détour par l'analyse du travail social et de la valeur. Car ce détour permet de comprendre comment, dans le capitalisme, le travail social prend des formes différentes de celles par lesquelles il s'exprimait dans les temps antérieurs, comment, dans le capitalisme, ce travail social est dominé par le capital (exploité) et comment les lois apparentes qui régissent l'accumulation (la valorisation du capital) masquent cette domination. Autrement dit comment le produit de l'exploitation du travail social prend la

forme des profits des différents segments du capital et de la propriété possédés et contrôlés par la nouvelle classe dominante, bourgeoise. La transformation des valeurs en prix est au cœur de cette analyse de la réalité (le capitalisme) par la méthode de la dialectique matérialiste.

La question de la transformation a fait couler beaucoup d'encre. On a démontré – et la démonstration est correcte – que le taux de profit exprimé en prix (dont on peut constater l'existence et dont on peut mesurer la grandeur et le taux) ne peut pas être égal au taux de profit dérivé directement d'une comptabilité en « valeur-travail ». De là à conclure que le détour est « trompeur » et donc, au mieux, « inutile », il n'y a qu'un pas à franchir. Que certains économistes se revendiquant pourtant du marxisme ont franchi. Pour moi ces économistes ont réduit la pensée de Marx à celle d'un empiriste-positiviste, perdu la signification de ce qu'est la dialectique matérialiste. Pour moi au contraire les deux taux en question doivent être différents. S'ils ne l'étaient pas l'économie du capitalisme et l'exploitation du travail dans les formes qui lui sont propres seraient transparentes comme elles l'étaient aux époques antérieures. Or dans la réalité elles sont opacifiées par la forme marchande généralisée des rapports sociaux. Cette opacification se traduit par la différence des deux taux. L'aliénation produite par cette opacification est à son tour à l'origine du « malaise » spécifique à la vie sociale du capitalisme.

Marx a donc également raison de préciser les frontières du travail social à prendre en considération. Dans le mode de production capitaliste le travail est celui que fournit la force sociale contrainte de se vendre au capital, et lui seul. Mais la société capitaliste est plus que le mode de production capitaliste. Il existe donc dans la société concrète du capitalisme d'autres espaces que celui dominé directement par le capital, et dans ces espaces d'autres formes de travail. Qualifier ces formes de « non socialement utiles » (pour le capital) est à la fois vrai et faux. Car d'une part ces espaces de la réalité échappent à la domination directe du capital, mais d'autre part leur existence même affecte les conditions de reproduction du travail social dominé directement par le capital.

Le féminisme a largement contribué – et cela est positif – à la réflexion permettant de faire apparaître en pleine lumière ces rapports « clandestins ». Car le travail (« gratuit ») des femmes dans le cadre ménager permet de réduire le salaire réel des travailleurs qui vendent leur force de travail.

Encore une fois on ne peut pas dissocier l'espace social géré par le capital de son environnement (les autres espaces sociaux, situés en dehors de celui-ci). Encore une fois la rationalité du capitalisme perd son caractère absolu, pour devenir relative dans l'espace social plus vaste qui l'englobe et le dépasse. Cette rationalité peut même devenir, à cette échelle plus vaste, irrationnelle car à cette échelle la rationalité est indissociable de l'émancipation humaine, qui implique de transgresser l'aliénation marchande.

Le travail des femmes ne constitue pas l'exemple exclusif de ces formes opérant hors du champ réduit de la domination directe du capital. Dès lors que l'on sort du champ restreint du mode de production capitaliste (les deux départements du Livre II) on est confronté, dans les formations sociales du capitalisme réellement existant, à des formes de travail en apparence « indépendantes » (comme le travail des producteurs paysans), en réalité intégrés et soumis (mais alors indirectement) à l'exploitation du capital. Non pas seulement pour la fraction marchande de la production paysanne en question, exploitée par le biais des échanges inégaux (comme le fut le *putting out* du capitalisme précoce). Mais encore pour celle qui n'est pas

destinée au marché mais auto consommée et qui, par la satisfaction des besoins qu'elle permet de couvrir, permet d'amputer les prix des cultures marchandes. Cette analyse a déjà été faite, avec une grande force, pour ce qui concerne la production paysanne des formations capitalistes centrales. J'en ai proposé une formulation opérant à l'échelle du capitalisme mondialisé, pour ce qui concerne l'intégration des paysanneries du « Sud » (des périphéries) dans ce système.

L'analyse de la transformation des valeurs en prix et de l'émergence des profits du capital, ne devrait donc pas s'arrêter à ce que Marx en a proposé dans le *Capital*. Il fallait poursuivre l'œuvre, dans cette même logique de la dialectique matérialiste, aller au delà du *Capital* pour se situer au plan du capitalisme mondialisé réellement existant, se déplacer de la loi de la valeur tout court vers la loi de la valeur mondialisée. Peu de marxistes ont osé le faire, malheureusement.

Une septième série de questions concerne la prise en compte d'activités qui, opérant dans la réalité du capitalisme, se situent en dehors des deux départements pris en considération dans le Livre II.

Les prélèvements de l'Etat (la fiscalité, les transferts sociaux) et les dépenses publiques n'ont pas seulement toujours existé, d'évidence. La logique qui préside aux décisions les concernant obéit largement (mais pas exclusivement) à des préoccupations « utiles » pour assurer le bon fonctionnement du système. Les politiques mises en œuvres dans ces domaines produisent des effets sur l'accumulation (la valorisation du capital), soit que ces effets la facilitent, soit qu'elles constituent un handicap. L'objet de ce papier n'est pas de discuter de la « rationalité » de ces politiques d'interventions de l'Etat dans le déploiement du capitalisme.

Mon propos ici est autre. Lorsqu'on se situe dans le cadre défini par les seuls deux départements du Livre II (le mode de production capitaliste stricto sensu) on est amené à la conclusion que la reproduction élargie n'est possible que si les salaires réels augmentent à un taux déterminé par une combinaison particulière des taux de progression de la productivité du travail social dans chacun de ces départements (voir ici Samir Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Anthropos 1988, pp 24 et suivantes). Qu'en est-il si cela n'est pas le cas ? Le problème ne trouve de solution que si l'on introduit un troisième département, proposé par Baran et Sweezy, qualifié pour cette raison de département d'absorption du surplus.

Cette sortie du cadre restreint du mode capitaliste est-elle utile ? Ma réponse est positive parce que précisément par ce moyen on touche du doigt les limites de la rationalité du capitalisme, on fait apparaître le conflit qui l'oppose à la rationalité supérieure indissociable de l'émancipation humaine. Au delà donc de l'analyse politique concrète du contenu du fourre-tout que pourrait constituer ce département III, il est nécessaire d'identifier ceux de ses éléments qui, rationnels du point de vue de la valorisation du capital, sont irrationnels du point de vue de l'émancipation.

Encore une fois l'avenir, au-delà du capitalisme, reste à construire. Mais il est utile, sur ce plan comme sur les autres, de laisser à l'imaginaire de l'utopie créatrice l'espace de respiration qui permet de proposer et d'agir dans la direction de la construction de l'alternative émancipatrice.

De la loi de la valeur à la valeur mondialisée

L'analyse proposée dans les pages précédentes procède de ma lecture de Marx. Marx amorce la présentation de ses résultats par le niveau le plus abstrait de la réalité – celle du mode de production capitaliste réduit à deux classes, bourgeois et prolétaires et à la contradiction capital/travail. On connaît (ou devrait connaître) cette méthode qui était la sienne, et qui procède dans la présentation de l'abstrait au concret, en contraste avec le processus de la découverte, qui se meut du concret vers l'abstrait. Dans le livre III du Capital, Marx amorce donc (mais ne complète pas) sa redescente vers le concret. Il prend alors en considération la classe des propriétaires fonciers – dont l'existence traduit la forme historique de constitution du capitalisme – et la rente foncière.

Un marxisme qui part de Marx et ne s'arrête pas à lui se devait de prolonger cette descente vers le concret. D'abord en prenant en considération l'Etat (ce que Marx amorce), puis en imaginant un département III d'absorption du surplus (ce que Baran et Sweezy ont fait) et auquel j'ai fait allusion plus haut. Une analyse des oligopoles – au delà de celle proposée par Hobson, Hilferding et Lénine – ferait apparaître la domination des rentes de monopoles, qui constituent l'essentiel des moyens financiers ponctionnés par la strate dominante du capital – en fait à tous les âges de son développement comme Braudel l'a montré et comme, pour notre époque, François Morin l'a fait dans l'analyse fondamentale de la « financiarisation » qu'il a formulée.

Pour ma part j'ai porté mon effort essentiel sur ce que j'ai qualifié de « loi de la valeur mondialisée ». Cette proposition vient en réponse à une question fondamentale que Marx n'a pas développée, bien qu'il s'était proposé de le faire, comme en témoigne son « plan du Capital », sous la rubrique « commerce international ». La question est la suivante : quel est le champ d'expression de la loi de la valeur ? Celui défini par les formations sociales « nationales » (les Etats) capitalistes ? Ou bien celui défini par le système capitaliste mondial, dont les formations sociales en question ne constituent que des segments ?

La presque totalité des marxistes – « historiques » - ont opté pour la première formule. Cette option accompagnait leur vision linéaire du développement capitaliste : les pays « attardés » étant sur le chemin du « rattrapage » (ou pouvant l'être). Elle accompagnait la vision « étapiste » de la Seconde Internationale : le capitalisme est une étape nécessaire, inévitable, incontournable et les pays « attardés » doivent l'accepter avant de pouvoir penser aller « au delà du capitalisme ». Ma thèse, dès l'origine (1956) – celle de « l'accumulation à l'échelle mondiale » - proposait de rompre avec cette vision linéaire, et considérait le « développement » des centres et le « sous développement » des périphéries comme l'endroit et l'envers de la même médaille, comme le produit d'un seul et même processus, celui de l'expansion mondialisée et nécessairement inégale (par la logique même qui la commande et non pour des raisons circonstanciées) du capitalisme.

L'option imposait de penser la forme de la loi de la valeur que la mondialisation impose. Cette option a été immédiatement qualifiée de « non marxiste » par tous les marxistes qui s'arrêtent à Marx. On connaît la diatribe de ceux qui ont reproché à Arghiri Emmanuel d'avoir affirmé « l'égalité » de la valeur d'une heure de travail au Congo et en Europe. Comment est-ce possible ? Emmanuel a répondu comme il le fallait : une heure de travail au Congo peut être comparée à une heure de travail en Europe tout comme une heure de travail du coiffeur de New York peut être comparée à une heure de travail dans une usine de Detroit.

Cette égalité des heures de travail (aux problèmes posés par les qualifications différentes de celui-ci que j'ai évoqués plus haut) signifie que le travail, parce qu'il est mondialisé comme le capital, a la même valeur pour tous les segments « nationaux » du système. Faisant un pas de plus j'ai proposé de formuler cette « loi de la valeur mondialiste » en considérant que dans le système mondial les productions (marchandes) et le capital tendaient à être (ou devenir) mobiles à cette échelle tandis que le travail ne l'est pas. Cette asymétrie dans la mondialisation fait apparaître le dogme libéral pour ce qu'il est : une idéologie qui ne traite pas de la réalité, mais propose la théorie d'un système imaginaire (le « marché généralisé »). Car le libéralisme ne serait conséquent avec lui même que s'il exigeait d'abattre les frontières dans leurs trois dimensions, et de donner à la liberté absolue d'émigrer la même force qu'il réclame pour la liberté de mouvement des marchandises et des capitaux.

La loi de la valeur mondialisée considérée à ce niveau d'abstraction permet de saisir l'origine de l'écart qui sépare la valeur de la force de travail de ses rémunérations, plus élevées que celle-là dans les centres du système, plus basses dans ses périphéries. Ou, autrement dit, que les proportions salaires dans les centres/salaires dans les périphéries (30 à un par exemple) sont plus fortes que celles qui définissent les proportions productivité du travail social saisi à l'échelle des centres/productivité de celui-ci à celle des périphéries (10 à un par exemple). La mondialisation est à l'origine d'une « rente de situation » au bénéfice de la position centrale dominante qui façonne le système et au détriment de celle des périphéries dominées soumises à « l'ajustement unilatéral ».

La thèse de la valeur mondialisée que je propose accompagne logiquement celle du caractère indissociable entre le conflit capitalisme/socialisme d'une part et le conflit centres/périphéries (Nord/Sud) d'autre part, thème du chapitre deux.

Il faut aller encore plus loin. Qu'advierait-il si les luttes des peuples (du Sud et du Nord) échouaient à imposer la transformation – fut-elle progressive – du système et son dépassement socialiste ? Si les logiques exclusives de l'accumulation du capital commandaient seules l'évolution du système impérialiste – celui du capitalisme mondialisé réellement existant ? Dès 1974, en compagnie d'A.G. Frank (*N'attendons pas 1984*, publié en 1978), nous envisagions la localisation des activités associées à ce que j'ai appelé un peu plus tard « les cinq nouveaux monopoles des centres » dans les centres eux mêmes, tandis que les périphéries soumises fourniraient les produits de toutes les autres activités. Le système évoluerait alors – « au delà du capitalisme » - vers des formes d'organisation de type « tributaire » : les centres vivraient largement de cette rente ponctionnée sur le travail (et les ressources) des périphéries. Un système que j'ai qualifié « d'apartheid à l'échelle mondiale ». Un modèle abstrait – dont j'ai proposé l'illustration dans un chapitre de mon livre *Critique de l'Air du Temps* (chapitre 5) – fait alors apparaître le caractère « artificiel » des rémunérations élevées bénéficiant aux capitalistes et aux « travailleurs » des centres.

Cette dernière observation n'est autre que la formulation extrême d'une réalité en place depuis cinq siècles et toujours plus vraie au fur et à mesure des « progrès » de la mondialisation. Cette réalité devrait faire reconnaître le caractère rentier/artificiel de ce qui apparaît comme le produit des progrès apparents de la productivité saisie en isolant les centres de leurs périphéries. C'est à dire l'expression de l'irrationalité du capitalisme mondialisé, la seule définition valable de la raison étant celle qui l'associe à l'émancipation et non à l'exploitation et à l'oppression. Conflit Nord/Sud et conflit capitalisme/socialisme sont indissociables.

Socialisme et productivité du travail

Les développements qui ont précédé nous permettent de répondre à la question posée dans le titre de ce chapitre : les progrès de la productivité du travail social accompli dans le cadre du déploiement capitaliste ont-ils produit un « progrès social », dans un sens large, mais toujours à préciser ?

Le déploiement du capitalisme est commandé par la loi de la valeur qui régit non seulement la reproduction élargie mais en définitive tous les aspects de la vie sociale qu'elle soumet aux exigences prioritaires de la valorisation du capital. Il n'y a pas « d'économie de marché », pour parler le langage de la vulgate à la mode, qui ne produise une « société de marché ». La rationalité de la décision économique mise en avant par les économistes bourgeois est une rationalité relative, qui est irrationalité quand on s'élève du plan de la gestion économique à celui de la vie sociale considérée dans toute son ampleur.

Le progrès des forces productives associé au déploiement de cette logique n'est pas synonyme de progrès tout court. Car il a, a toujours eu, à la fois des effets constructifs et des effets destructifs. Cette contradiction, immanente à la dialectique matérialiste du déploiement capitaliste, s'aggrave au fur et à mesure que l'histoire avance dans le cadre de ce système. Elle est parvenue à un point tel qu'on peut dire que désormais les dimensions destructives du capitalisme l'emportent largement sur ses apports positifs. L'écologisme contemporain place l'accent, avec raison, sur ce basculement. J'ai pour ma part placé l'accent sur une autre dimension de la contradiction : l'écart grandissant entre les conditions matérielles faites aux majorités des centres et à celles des périphéries du système capitaliste mondial, qui est la forme principale de la paupérisation que Marx associait – à juste titre – au déploiement de la contradiction capital/travail, et qui engage le monde dans la direction de ce que j'ai qualifié « d'apartheid à l'échelle mondiale ».

L'outil méthodologique fondamental que représente la dialectique matérialiste avait déjà permis à Marx de donner tout son sens à l'ambivalence du progrès accompli par et dans le capitalisme. Marx dit de ce mode production qu'il détruit avec une force grandissante, au fur et à mesure de son déploiement, les bases sur lesquelles repose la société : « l'homme » (le travailleur aliéné et exploité) et « la nature ».

Marx en tirait la conclusion que le système capitaliste ne peut constituer qu'une étape dans l'histoire. L'idée qu'il pourrait être « la fin de l'histoire » comme on le dit aujourd'hui, ou, avec plus d'élégance, que c'est un système capable de s'adapter indéfiniment aux exigences du changement, n'est guère qu'une billevesée. Le capitalisme s'est adapté, et peut encore s'adapter, à beaucoup d'exigences, mais jamais à celles qui sont essentielles pour surmonter sa contradiction fondamentale.

Mais Marx n'en tirait pas la conclusion que le socialisme, défini comme une étape supérieure de déploiement de la civilisation humaine, fondée sur l'émancipation, était « inéluctable ». La méthode de la dialectique matérialiste le lui interdisait. Marx avait une vision ouverte – fut-elle optimiste – de l'avenir. Il n'excluait pas « l'autodestruction » à laquelle il a d'ailleurs fait référence explicite. Sans doute la vulgate soviétique qui a tenu lieu de « marxisme » avait-elle déclaré le socialisme « inéluctable ». Ce faisant elle substituait à la dialectique matérialiste

mise en œuvre dans le matérialisme historique de Marx une interprétation mécaniciste de prétendues « lois » constitutives d'une théorie achevée et fermée de l'histoire.

La question de l'avenir reste donc ouverte.

Mais il faut le préparer, contribuer à ce que l'évolution aille dans la direction du dépassement du capitalisme par la construction de l'alternative socialiste, réduire les risques de dérive autodestructive. Le « laisser faire » prôné par Negri maximise ces risques.

Comment préparer cet avenir meilleur fondé sur la raison et l'émancipation humaine (elles mêmes indissociables) ?

Marx avait placé la lutte des classes conduite par la classe ouvrière (le prolétariat) au centre de sa réponse à la question. Il a dit explicitement que le socialisme à venir sera le produit de cette lutte, et refusé d'en définir trop précisément les contenus « à l'avance ».

La méthode qui a guidé cette option stratégique d'action (« il ne s'agit pas seulement de comprendre ce monde, mais de le changer ») demeure, à mon avis, valable, à condition de substituer au concept restreint de « classe ouvrière » (sous entendu des pays avancés dans l'industrialisation – les centres du système) celui plus large de l'ensemble des classes populaires et des peuples dominés et exploités, de manière à tenir compte de la réalité majeure que constitue la polarisation associée à l'expansion mondialisée du capitalisme réellement existant, une dimension sous estimée par Marx.

Mais alors la substitution pose problèmes et interpelle les propositions des « marxismes historiques » (des II^e et III^e Internationales). Approfondir les débats qui s'imposent sur ces sujets n'est pas l'objet de ce papier. Je renverrai ici le lecteur à mon livre *Pour la Cinquième Internationale* (Le Temps des Cerises 2006).